

Un message majeur de France

André Gaulin

Numéro 124, hiver 2001–2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/55861ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gaulin, A. (2001). Un message majeur de France. *Québec français*, (124), 29–29.

Un message majeur de France

ANDRÉ GAULIN

Il est assez étonnant que notre milieu pourtant sensible, en soi, à la question linguistique n'ait pas relevé davantage les récents propos, importants et courageux, de la ministre française de la Culture, madame Catherine Tasca, de passage parmi nous. Ce qu'elle a affirmé est d'autant plus significatif qu'elle venait sur nos bords pour lancer la Saison culturelle française qui fait écho à la présence des artistes québécois en France au printemps 2001.

La ministre Tasca reconnaissait sans réticence mais avec nuance que la présence internationale de l'anglais représentait un véritable défi pour les francophones qui parlent la langue de Molière, de Miron, d'Elskamp ou de Senghor... Et elle le faisait en particulier pour la France en reconnaissant aussi que le monde du travail et le monde scientifique y sont « deux terrains de très grande fragilité » pour la langue française. Elle admettait même que la loi française de 1994 et qui s'inspirait de notre loi 101 n'était pas respectée sur le territoire de l'Hexagone, affirmant que le Gouvernement pourrait intervenir plus fermement. Madame Tasca allait jusqu'à révéler qu'elle avait elle-même écrit à certains présidents directeurs généraux de grandes entreprises pour les inciter à plus de vigilance. Et de fierté, sans doute.

Cette attitude d'une femme et ministre de France nous console un peu de cet autre ministre d'un gouvernement français antérieur qui affirmait plutôt béatement que l'anglais n'était plus une langue étrangère en France ! J'entends encore au bout du fil un ami et collègue allemand, romaniste ayant consacré sa carrière à la promotion du français et de la francophonie en Allemagne, déplorer une aussi lamentable déclaration à ses yeux.

C'est d'ailleurs avec beaucoup de finesse que la ministre Tasca évoque ce que nous appellerions le néo-colonialisme à rebours de ceux qui font rimer l'utilisation de l'anglais avec la modernité. Y a-t-il même là matière à assonance ? « On est un peu étonné, affirme la ministre, quand de très grandes entreprises françaises, peut-être un peu grisées par leur récente dimension internationale, vont très au-delà de la nécessité » d'utiliser la langue de Shakespeare – si Shakespeare s'y

reconnaît d'ailleurs ! – poussant même le jeu jusqu'à « imposer l'anglais comme langue de travail à leurs salariés, y compris dans l'Hexagone ». Et la ministre elle-même d'inviter ces travailleurs à rouspéter : « Je pense qu'il serait bien que les salariés, leurs syndicats, le gouvernement aussi, fassent campagne contre des pratiques qui n'ont grand sens » !

Madame Tasca en a aussi contre les scientifiques qui ont vite fait de « céder trop souvent à la pression de la langue unique », bafouant ainsi les contribuables qui se trouvent à payer pour leur propre anglicisation. À cet égard, n'a-t-on pas vu au printemps 2001, à l'occasion d'un congrès international à Montréal, un universitaire parisien et président de séance demander à deux reprises à un collègue québécois récalcitrant de bien vouloir faire sa communication en anglais ! Quelle étrange dépossession de la victime volontaire, non ? « Les universités et les organisations qui financent [ces travaux ou colloques] devraient au moins demander le bilinguisme » de poursuivre madame Tasca. Nous suggérons même trois langues, le plurilinguisme relativisant la langue dominante et marquant surtout l'attention à toutes les cultures, expression de l'humanité. De même, le monde des transports est dans le collimateur de la ministre qui en appelle toujours au bon sens. En effet, comment peut-on arriver à penser qu'atterrir en anglais à Charles-de-Gaulle est plus sécuritaire que de le faire en français ! C'est comme sécuriser des donateurs de la Croix rouge en les invitant à une collecte au Bal des vampires ! « Le plaisir qu'ont certains grands chefs d'entreprise à s'exprimer en anglais et à découvrir les choses internationales », comme le dit finement madame Tasca, peut-il leur faire oublier que le français reste une grande langue de notre temps, capable d'exprimer la modernité des réalités scientifiques et humaines, une langue encore largement parlée dans le monde, connue nous disait-on par exemple récemment par plus de 35 % de la communauté européenne ! Faudrait-il au demeurant rappeler cela à Sabéna qui s'entête à occulter les langues de son territoire et ne circule qu'en anglais seulement ?

En tout cas, il faut savoir gré à la ministre de la Culture de France, madame Catherine Tasca, d'avoir rappelé à ses compatriotes et aux Québécois que « le magnétisme de l'anglais fragilise la France », comme le titrait *le Soleil* du samedi 8 septembre en s'alimentant à l'Agence France Presse. Sa prise de position supposait une conviction qui est depuis longtemps la sienne, beaucoup de courage dans un pays où trop de citoyens et de citoyennes pensent encore que défendre sa langue est une attitude de droite. À défendre et à promouvoir le support de sa pensée, l'architecture d'une civilisation et de plusieurs cultures allant des « arpents de neige » jusqu'au cœur de la chaude Afrique en « passant par Paris / Vidant la bouteille », on n'est ni à gauche, ni à droite, on est, on naît, on devient constamment et l'on continue de naître dans le dialogue de toutes les cultures. Le français est toujours une langue du temps présent et un gage de réussite pour les jeunes dans l'avenir. C'est une langue qui fut peut-être impérialiste en Afrique et qui a connu longtemps l'humiliation en Amérique. Comme toute langue, cette langue a son histoire avec ses hauts et ses bas, une histoire qu'il faut assumer simplement, comme on assume le fait de vivre pleinement, sans désespérer. Nous pouvons gagner cette fois la bataille de Crécy, conscients que nous défendons non seulement notre espace de vie, un espace ouvert et fraternel, mais assurés de vouloir continuer d'exister sans procuration. La mondialisation est un partage de marché, elle n'est pas la vie dans la réduction à une seule culture et la subordination à ce qui nous infirme, ceci étant dit en tout respect pour un commun voisin qui est riche, ainsi que le chantait allègrement Félix Leclerc.

Chaque parlant français devrait pouvoir dire : « J'appartiens à la langue française et la langue française m'appartient ». À moins que l'on préfère citer l'anthropoète Gaston Miron : « Les mots nous regardent, le mot liberté, le mot égalité, le mot fraternité, ils nous demandent de partir avec eux jusqu'à perte de vue car il n'est pas question de laisser tomber notre espérance ! » (« les Outils du poète »).